

TRADUCTION EXTÉRIEURE NON RÉVISÉE

Sélection d'indicateurs macroéconomiques relatifs aux changements structurels de l'emploi agricole en Slovaquie

Milan Olexa, PhD¹.

Office statistique de la République slovaque

Les changements économiques qui ont eu lieu en Slovaquie après 1989 ont surtout visé la transformation de l'économie centrale planifiée en un système axé sur le marché. Des changements radicaux ont été apportés tant à la sphère économique que sociale. Les changements qui ont eu lieu au niveau des entreprises et des secteurs économiques se sont traduits par une transformation des relations de propriété, des programmes de production et de la structure de la main-d'œuvre. Peu à peu, on a constaté la fermeture des entreprises non rentables, de nouveaux secteurs de l'économie se sont développés et ont acquis de plus en plus d'importance dans l'économie de la Slovaquie. Le présent document a pour but d'établir, au moyen d'une sélection d'indicateurs, une caractérisation du développement macroéconomique de la Slovaquie de 1989 à aujourd'hui. Il est centré sur le développement de l'emploi et des salaires ainsi que sur la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur de l'agriculture, et se base principalement sur les sources d'information de l'Office statistique de la République slovaque.

1. Analyse d'une sélection de données relatives au développement macroéconomique au cours de la période 1989-1998

1.1 Produit intérieur brut

La transformation de l'économie slovaque a également influencé la croissance du PIB. Le PIB de l'année 1998, qui a atteint 717,4 milliards de couronnes slovaques, a été 2,6 fois plus élevé que celui de 1990. Entre ces deux années, l'évolution du PIB réel n'a cependant pas été constante. Ainsi, au cours de la période 1990-1993, le PIB réel a diminué de 23,2% en raison des mesures adoptées pour la transformation et de la perte des ventes sur le marché des pays de l'Est. Après la scission de la Tchécoslovaquie et la création d'une République slovaque indépendante, on a enregistré une croissance relativement élevée du PIB lors de la période 1993-1997 (la valeur de l'année 1997 dépassait de 27,3% celle de 1993), essentiellement due à la croissance des échanges avec la République tchèque et une assez bonne adaptation au marché des matières premières et des marchandises de l'Union européenne. Cette tendance à la croissance a commencé à ralentir pendant le quatrième trimestre de 1998, surtout en raison du développement insuffisant des secteurs économiques progressistes, qui est lui-même une conséquence d'un processus de privatisation orienté sur des sources financières à développement lent ainsi que de la lente évolution des investissements. Le PIB par habitant est passé de 2 811 USD en 1993 à 3 225 USD en 1998, soit une croissance de 14,7%.

1.2 Inflation

Lors de la période étudiée, la croissance de l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a reflété les mesures administratives et économiques adoptées en relation

¹ L'auteur tient à remercier la Division statistique de la FAO pour les suggestions et le soutien financier apportés dans le cadre de l'élaboration du présent document.

avec la libéralisation générale des prix, les modifications du système fiscal (notamment l'introduction de la taxe à la consommation et de la taxe sur la valeur ajoutée) puis la libération des prix autorisée par les mesures de déréglementation. Au cours de la période 1990-1998, le taux d'inflation total a atteint 225,9%. Pendant la période étudiée (de 1991 à juin 1999 par rapport à la moyenne de 1990), au niveau de la structure des biens (selon la classification européenne des biens (COICOP)), une augmentation des prix plus rapide que la moyenne a été enregistrée pour la consommation totale dans le secteur des services de logement, compte tenu de la croissance de l'inflation de 382,2%. En outre, le secteur des services de soins de santé a connu une croissance de l'inflation de 276,8% et celui des équipements de logement de 271,3%.

1.3 Évolution des salaires

Pour entreprendre une évaluation de l'évolution des salaires, il est souhaitable en premier lieu de prendre en compte les influences des prix et des taxes ainsi que l'influence à court terme des mesures de réglementation dans le cadre des "lignes directrices en matière de salaires". On a fait état de certains changements dans les années 1990, 1991 et 1993, lorsque la libéralisation des prix a eu lieu, que le nouveau système fiscal a été introduit et que les devises tchécoslovaque et slovaque ont été dévaluées. En 1994, 1997 et 1998, en réaction à une évolution défavorable des salaires, les "lignes directrices en matière de salaires" ont été mises en place. Les augmentations du salaire nominal moyen des années 1990 et 1991 n'ayant pu compenser la croissance des prix, les salaires réels ont accusé une chute de 26,2% en 1991.

En 1992, les conditions économiques propices à la croissance des salaires n'ont pu être créées au niveau macroéconomique ni microéconomique. Malgré cela, la dynamique des salaires s'est traduite par une croissance annuelle de 20,5% du salaire nominal et de 8,7% du salaire réel, alors que la productivité de la main-d'œuvre était en recul. Cette tendance s'est poursuivie en 1994 et, au niveau microéconomique, la productivité de la main-d'œuvre (d'après la valeur ajoutée) n'a pas suivi la croissance du salaire nominal moyen. Pendant le second semestre de 1994, l'introduction de réglementations salariales sélectives n'a pas constitué un changement suffisamment radical au niveau de l'année entière. L'année 1995, avec une croissance annuelle des salaires réels qui a atteint 4,4%, ne peut pas être considérée comme positive au vu de la productivité de la main-d'œuvre au niveau macroéconomique. En 1996, les rapports adéquats entre l'évolution des salaires et la productivité de la main-d'œuvre ont très souvent été mis à mal. Les salaires réels ont toutefois connu une croissance annuelle de 7,1%. La tendance défavorable s'étant poursuivie en 1997, des réglementations salariales ont été introduites au cours du dernier trimestre. Au niveau macroéconomique, les rapports entre la productivité de la main-d'œuvre et le salaire nominal moyen se sont améliorés.

En 1998, les réglementations salariales ont eu une influence positive sur les rapports entre les salaires et la productivité de la main-d'œuvre, cela non seulement au niveau macroéconomique mais aussi microéconomique, alors que la croissance annuelle de la productivité de la main-d'œuvre (d'après la valeur ajoutée) n'a pas suivi la croissance du salaire nominal moyen, qui a connu une baisse d'à peine 1,0 point, cela au niveau des thèmes relatifs aux chefs d'entreprise. Au cours du premier semestre de 1999, la dynamique des salaires nominaux a suivi une courbe descendante, et les salaires réels ont stagné en moyenne et reculé dans certains secteurs. Malgré l'augmentation de croissance de 207,9% du salaire nominal moyen au cours de la période 1990-1998, les salaires réels n'ont pas augmenté au total et, en 1998, ils ont été de 2,9% inférieurs à leur niveau de 1990.

D'un point de vue à long terme, des différences d'évolution des salaires entre les divers secteurs d'activité sont typiques en cas de plus grandes variations des salaires nominaux

moyens, et cette tendance s'est poursuivie. Du côté des entreprises, cette différenciation ne s'est pas toujours expliquée par l'atteinte de résultats économiques. Dans le secteur de la finance et de l'assurance, par exemple, on a relevé une croissance du salaire moyen de 266% entre 1991 et 1998, alors qu'il n'augmentait que de 165,3% au niveau de l'ensemble de la Slovaquie. Dans le secteur budgétaire et fiscal, la stagnation de la croissance des salaires nominaux s'est traduite par le fait que le niveau des salaires a de moins en moins suivi l'évolution du niveau des salaires dans le secteur des entreprises, cela en raison du manque de ressources budgétaires, surtout en matière d'éducation et de santé.

Avec le temps, la différenciation des salaires entre les secteurs économiques s'est étendue. Alors qu'en 1991 seul un secteur, celui de la finance et de l'assurance, présentait un niveau de salaire nominal supérieur à la moyenne nationale, plusieurs secteurs étaient dans cette situation en 1998. Au cours de la période 1991-1998, des augmentations plus importantes du salaire nominal moyen ont été enregistrées dans les secteurs de la finance et de l'assurance, du commerce et de la réparation de voitures ainsi que dans l'immobilier. Les augmentations les plus faibles ont été relevées dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation et de la santé.

1.4 Emploi

L'analyse des sources de main-d'œuvre et de l'emploi repose surtout sur les résultats d'une enquête par sondage sur la main-d'œuvre, entamée par l'Office statistique de la République slovaque en 1993. Les données antérieures à 1993 sont extraites de la balance en matière de main-d'œuvre. Les modifications subies par l'économie slovaque après 1989 sont également reflétées dans l'évolution de l'emploi. Entre 1990 et 1993, le niveau d'emploi a accusé une baisse de 13,4%, soit 331 400 emplois. La baisse a été la plus forte en 1991, lorsque le nombre de salariés a chuté de 8% par rapport à 1990. Au début de la réforme de l'économie, les principales raisons expliquant cette baisse ont été la conversion de la production d'armement, l'augmentation des coûts des facteurs de production importés, la production recourant à de nombreuses matières premières et la désintégration du marché de l'Est. La diminution du niveau total d'emploi s'est accompagnée de modifications dans la structure de l'emploi. Cette structure a changé selon le secteur: par exemple, la part du secteur tertiaire est passée de 41,5% en 1990 à 50,9% en 1993. La part d'emploi du secteur secondaire a diminué de 6,5 points de pourcentage et, dans le secteur primaire, de 2,9 points de pourcentage. En 1999, le secteur primaire occupait 7,4% du nombre total de salariés en Slovaquie, le secondaire 38,5% et le tertiaire 54,1%.

L'enquête par sondage sur la main-d'œuvre révèle que, entre 1994 et 1999, l'emploi en Slovaquie a augmenté de 21 900 unités, soit 1%, exclusivement dans le secteur privé, mais qu'il régresse à nouveau annuellement depuis 1997. Dans le secteur public, l'emploi a progressivement régressé pendant cette période. Cette baisse s'est reflétée dans le changement structurel de l'emploi selon le type de formes de propriété; alors qu'en 1999 la part détenue par le secteur privé dans l'emploi total était de 5%, elle était de 34,5% en 1993 et déjà de 65,2% en 1999. L'économie slovaque a subi un net recul de son niveau d'emploi en 1999, à savoir 66 500 unités ou 3%, alors que la part du secteur privé dans l'emploi total s'est maintenue à son niveau de 1998. Le tableau 1 montre la structure de l'activité économique de la population slovaque en 1999.

Tableau 1: Structure de l'activité économique de la population slovaque en 1999

Indicateur	Total	Hommes	Femmes
Population totale	5 393,4	2 623,7	2 769,7
Dont: population d'âge préproductif (de moins de 15 ans)	1 101,8	563,6	538,3

population d'âge productif (hommes de 15 à 59 ans, femmes de 15 à 54 ans)	3 332,1	1 731,7	1 600,4
population d'âge post-productif (hommes de + de 60 ans, femmes de + de 55 ans)	959,5	328,5	631,0
Population économiquement inactive	1 718,5	645,7	1 072,8
De 15 ans ou plus			
Population économiquement active	2 573,0	1 414,4	1 158,6
dont: titulaires d'un emploi	2 132,1	1 163,7	968,4
chômeurs	416,8	226,6	190,3
Taux d'activité économique en %	60,0	68,7	52,0
Taux d'emploi en %	49,7	56,5	43,4
Taux de chômage en %	16,2	16,0	16,4

Source: SO SR, LFS

1.5 Résumé de l'année 1999

Selon les estimations provisoires, le produit intérieur brut de 1999 a dépassé de 1,9% celui de 1998 en termes réels (ou de 8,6% en prix courants). Cette croissance a été de 2,5 points de pourcentage plus lente qu'en 1998. Le taux d'inflation du mois de décembre 1999 a atteint 14,2%, soit 8,6 points de pourcentage de plus qu'en décembre 1998. Sur le marché de l'emploi, la demande de main-d'œuvre a continué à régresser, ce qui a entraîné un recul de l'emploi et une augmentation du chômage. Selon l'enquête par sondage sur la main-d'œuvre, l'emploi a diminué de 3% en moyenne en 1999. Par rapport à 1998, le taux de chômage a augmenté de 3,7 points de pourcentage pour atteindre 16,2%.

En Slovaquie, le salaire nominal mensuel moyen a atteint 10 728 couronnes slovaques, soit une croissance de 7,2% par rapport à 1998. Cette croissance a été de 2,4 points de pourcentage plus lente qu'en 1998. Si l'on se base sur la croissance des prix à la consommation, les salaires mensuels réels ont diminué de 3,1% par rapport à l'année 1998. Dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, l'emploi a diminué également en 1999 pour atteindre le chiffre de 145 000 unités, soit une baisse de 7,2%. Dans le secteur de l'agriculture, les salaires mensuels ont connu une croissance nominale de 7,7% et représentent 79,6% des salaires moyens en Slovaquie.

2. Comparaison d'indicateurs sélectionnés entre l'Union européenne et les pays de l'ALECE

Par comparaison avec les pays de l'UE ainsi qu'avec les pays de l'ALECE, la situation de l'agriculture slovaque au sein de l'économie nationale peut à présent être évaluée sur la base des données de 1996. Le tableau 2 rend compte de cette comparaison.

Tableau 2: Situation de l'agriculture au sein de l'économie nationale par comparaison avec les pays de l'UE et de l'ALECE

	UE	République tchèque	Hongrie	Pologne	Slovaquie
Part de l'agriculture dans:					
- la création du PIB (en %)	1,7	3,0	7,2	6,6	4,7
- l'emploi (en %) (y compris sylviculture et pêche)	5,1	6,0	8,2	26,9	6,5
Travailleurs par 100 ha de terres agricoles	5,2	7,0	5,3	23,4	5,9

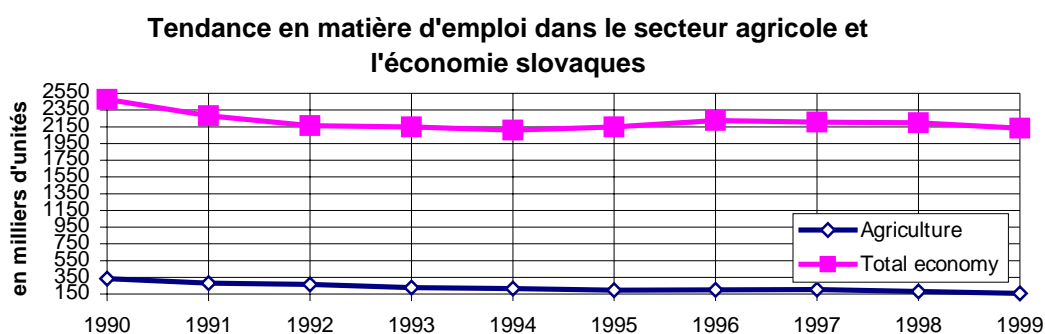
En matière de prix, alors que l'Union européenne connaît une évolution constante des prix des facteurs de production, des prix des produits agricoles et des prix à la consommation

des denrées alimentaires, la tendance actuelle dans les pays de l'ALECE consiste en une augmentation plus rapide des prix des facteurs de production que de ceux des produits agricoles et des prix à la consommation des denrées alimentaires.

3. L'emploi dans le secteur agricole slovaque entre 1989 et 1998

La réforme de l'économie a particulièrement pesé sur l'agriculture. Les limitations fiscales (diminution des subventions) combinées aux limitations budgétaires résultant de la baisse du pouvoir d'achat et des restrictions monétaires ont limité de façon drastique les ressources nécessaires à l'innovation et à la modernisation de la production. En réalité, pour ce qui est du système agroalimentaire, la réforme économique avait déjà commencé en 1990 avec ce que l'on a appelé les corrections de prix et la suspension de la taxe sur les ventes négatives au compte des prix à la consommation, ainsi qu'avec la restriction des subventions agricoles, qui sont passées de 17,6 à 10,4 milliards de couronnes slovaques en 1991 déjà. Le ralentissement considérable de la croissance des prix des produits agricoles, allié à la libéralisation du commerce extérieur et à la diminution des revenus réels de la population ont créé un "obstacle à la demande" dans le secteur de l'agriculture. La demande de denrées alimentaires, surtout d'origine animale, a connu une baisse annuelle de plus de 25%, enregistrant un déclin continu et peu variable jusqu'en 1998. Entre 1990 et 1999, l'emploi dans le secteur de l'agriculture² a diminué de 178 100 unités, soit 51,5% de la baisse totale du niveau de l'emploi de l'économie slovaque. Suite à cela, la part de l'emploi total que détenait l'agriculture est passée de 13,5% en 1990 à 7,4% en 1999.

Graphique 1



Agriculture
Économie nationale

La balance de la main-d'œuvre a été basée sur les résultats de rapports annuels élaborés dans chaque établissement et organisation, quel que soit leur nombre de salariés. Elle comporte également des estimations avec réserve de l'emploi dans le secteur privé de petite taille et le secteur des affaires. L'enquête sur la main-d'œuvre en Slovaquie est menée depuis 1993 dans des ménages sélectionnés. La taille de l'échantillon est de 10 250 ménages, soit environ 0,6% des logements occupés en permanence en Slovaquie. Le champ d'application des indicateurs étudiés et de la méthodologie est compatible avec les définitions internationales et les recommandations de l'OIT ainsi qu'avec les règlements d'EUROSTAT. Les résultats de l'enquête sur la main-d'œuvre sont calculés par rapport aux données démographiques relatives à la population slovaque, publiées trimestriellement.

² Selon la classification NACE (groupes A+B), l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche sont comprises dans ce secteur.

Tableau 3 : Nombre moyen de salariés³ de l'économie slovaque entre 1990 et 1999 (en milliers)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Économie slovaque (au total)	2477,6	2280,8	2163,2	2146,2	2110,2	2146,8	2224,9	2205,9	2198,6	2132,1
Dont:										
Salariés	.	.	.	.	1977,2	2006,7	2082,5	2065,9	2046,2	1965,0
Chefs d'entreprise	.	.	.	.	130,7	137,8	139,4	137,4	148,6	161,4
Membres de la famille aidants	.	.	.	.	2,3	2,3	2,9	1,9	1,1	3,1
Dont: dans l'agriculture	335,3	280,2	264,1	227,7	214,4	197,2	198,0	202,3	181,4	157,4
Salariés	.	.	.	.	206,8	190,8	192,2	195,4	172,6	148,3
Chefs d'entreprise	.	.	.	.	7,6	6,3	5,7	6,8	8,8	8,8
Membres de la famille aidants	.	.	.	.	-	-	-	0,1	-	0,1
Part de l'agriculture dans l'emploi total (en %)	13,5	12,3	12,2	10,6	10,2	9,2	8,9	9,2	8,2	7,4

Les salariés représentaient la plus grande proportion de l'emploi total en Slovaquie, à savoir 92% du total en 1999. Les chefs d'entreprise (propriétaires de sociétés, commerçants et agriculteurs travaillant pour leur propre compte) représentaient quant à eux 7,6% de l'emploi total, et les membres de la famille aidants 0,1%. Dans le secteur agricole, la part des chefs d'entreprise comprenant les membres de la famille aidants atteignait à peine 5,7%⁴. En Slovaquie, ce secteur n'est donc pas assez attrayant pour les chefs d'entreprise potentiels. La possibilité de travailler à temps partiel n'a été utilisée que par 2% des salariés en moyenne, et par 2,1% dans le secteur de l'agriculture.

L'emploi clandestin joue un rôle considérable dans le développement et la structure de l'emploi en Slovaquie. Selon des estimations non officielles, il représenterait environ 220 000 personnes, parmi lesquelles des chômeurs enregistrés comme tels mais aussi d'autres groupes de personnes travaillant notamment dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment, du commerce et des services. Dans les secteurs de l'agriculture, de la chasse et des services connexes, le nombre de salariés occupés par des organisations de plus de 20 personnes (source: rapport statistique actuel sur l'emploi) a diminué d'environ 250 000 unités pendant la période de dix ans étudiée. Cette baisse s'explique surtout par le déclin du nombre de salariés occupés par les coopératives agricoles. En 1989, celles-ci comptaient presque 261 000 salariés et, en 1998, plus que 69 000. D'un autre côté, on a constaté une augmentation du nombre de salariés occupés par les petites exploitations agricoles et du nombre d'agriculteurs travaillant pour leur propre compte.

Une tendance similaire a été observée dans le secteur de l'exploitation forestière et de la production de bois, où le nombre de salariés a diminué de 25 000 unités pendant la période de dix ans étudiée. En raison de l'âge moyen élevé des salariés du secteur, de la stimulation insuffisante dans le domaine du matériel et de l'apport insuffisant de jeunes travailleurs, le renouvellement de la main-d'œuvre dans ce secteur important est gravement menacé, cela malgré le nombre suffisant d'élèves et d'étudiants fréquentant les écoles professionnelles agricoles ou l'Université de l'Agriculture de Nitra. En effet, après avoir terminé leurs études, très peu de personnes recherchent un emploi dans le secteur agricole. Pendant l'année

³ Les données jusqu'en 1993 proviennent de la balance de la main-d'œuvre, et les données à partir de 1994 sont basées sur l'enquête par sondage sur la main-d'œuvre.

⁴ Les personnes non enregistrées comme chefs d'entreprise mais travaillant sur leurs propres terres ou jardin ne font pas partie de cette catégorie.

scolaire 1998/99, 18 787 élèves fréquentaient les cours des établissements de formation et des centres d'enseignement pratique agricoles. Les écoles professionnelles agricoles comptaient 9 456 étudiants. Les experts en matière d'agriculture sont formés à l'Université slovaque de l'Agriculture, qui comptait 8 443 étudiants pendant l'année scolaire 1998/99.

La baisse continue du nombre de salariés dans l'agriculture évoque une tendance à adopter des valeurs axées sur le risque, ce qui peut menacer la production du secteur agricole en raison d'une acceptabilité sociale limitée et de problèmes d'entretien du paysage et de protection de l'environnement. L'intégration sur le marché de l'emploi de la main-d'œuvre libérée pose des difficultés.

La résolution du problème de l'emploi agricole permettrait d'allouer des subventions du budget de l'État destinées à apporter un soutien aux aspects suivants: exploitation d'un champ dans des conditions naturelles défavorables en vue de l'entretien de la production agricole comme condition fondamentale du respect de l'écologie, des caractéristiques culturelles de la campagne et de l'établissement rural de la population; production de sources non conventionnelles d'énergie, de biens de consommation frais (fruits, légumes, raisin, plantes médicinales, etc.), et développement d'activités supplémentaires, notamment le tourisme rural.

Les fonds suivants constituent une autre source de soutien ayant une incidence sur l'emploi:

1. Le Fonds d'État de réglementation du marché servant à l'achat de la surproduction agricole et des denrées alimentaires, et à soutenir les exportations; le Fonds d'État pour la protection et l'amélioration des champs et le Fonds de soutien d'État pour l'agriculture et l'industrie alimentaire.
2. Dans un champ d'action limité, les moyens des bureaux de placement ont été employés en vue d'une politique active en matière de marché de l'emploi, pour autant qu'ils soient conformes aux projets des thèmes relatifs aux chefs d'entreprise. Le problème réside dans la faiblesse des sommes allouées à cet effet. Un rôle plus important devrait être attribué aux moyens déployés dans le cadre des projets PHARE ainsi qu'à la préparation et à la mise en œuvre des projets en vue de recevoir une aide de l'Union européenne, surtout dans les domaines de la politique structurelle et du développement rural.

4. Évolution des salaires agricoles en Slovaquie entre 1989 et 1998⁵

Le salaire mensuel moyen des salariés du secteur agricole atteignait 7 930 couronnes slovaques en 1998, soit 2,6 fois plus que le salaire minimal. Il a augmenté de 7,7% par rapport au niveau de l'année précédente. Une comparaison avec le niveau qu'il avait au début de la transformation de l'économie permet de constater qu'il a été multiplié par près de 2,5. Comparativement aux salaires moyens de l'économie slovaque, les salaires agricoles ont commencé à régresser de façon continue en 1992 et, en 1998, ils ne représentaient plus que 79,3% des salaires moyens totaux. L'inflation croissante explique cette baisse des salaires réels, qui n'atteignaient en 1998 qu'environ 70% de leur niveau de 1989. Comparativement à la période prétransitoire, les salaires réels de l'agriculture ont diminué de 21,4 points de plus que les salaires réels de l'économie dans son ensemble.

Tableau 4

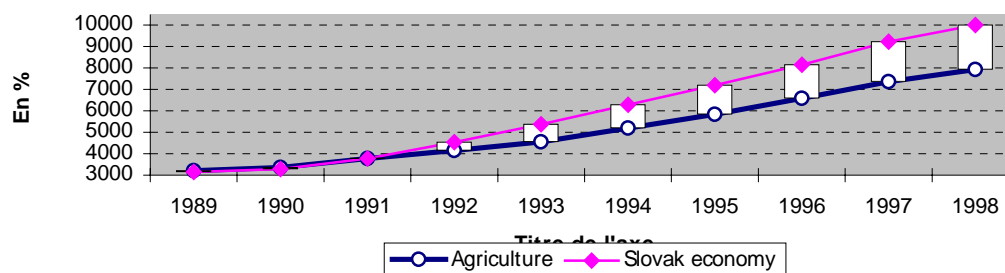
⁵ L'évaluation de l'évolution des salaires agricoles couvre les organisations d'au moins 20 salariés et, jusqu'en 1997, les organisations d'au moins 25 salariés. Les petites exploitations agricoles ne sont pas comprises dans l'évaluation en raison du manque de données relatives au début de la période étudiée.

Indicateur	Année									
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Salaire mensuel moyen dans le secteur agricole	3 212	3 365	3 371	4 148	4 556	5 191	5 835	6 579	7 363	7 930
Indice de croissance des salaires nominaux	102,1	104,8	112,1	110,0	109,8	113,9	112,4	112,8	111,9	107,7
Indice-chaîne année 1989=100	100	104,8	117,4	129,1	141,8	161,6	181,7	204,8	229,2	246,9
Parité des salaires / salaires moyens en Slovaquie	102,2	102,7	100,0	91,3	84,7	82,5	81,1	80,7	79,8	79,3
Indice de croissance des salaires réels	100	94,8	68,1	67,6	60,3	60,5	62,1	66,1	69,7	70,4
Année 1989=100										

La tendance au déclin des salaires agricoles résulte de la faiblesse de la valeur ajoutée, du faible niveau technique de la production, de l'utilisation insuffisante des capacités et de la grande consommation d'énergie et de matériel qu'entraîne l'organisation du travail. Il faut également mettre en cause l'absence de transparence dans les rapports de propriété, le faible niveau de qualification des cadres et des salariés ainsi que les réglementations salariales de la période précédente. Il a résulté de tout cela une diminution de la main-d'œuvre dans le secteur agricole: certains travailleurs se sont tournés vers d'autres secteurs, en particulier le secteur tertiaire, et d'autres se sont inscrits comme demandeurs d'emploi dans les bureaux de placement.

Graphique 2

Tendance du salaire mensuel moyen dans le secteur de l'agriculture et dans l'économie globale de la Slovaquie



Agriculture
Économie slovaque

Les salaires les plus élevés ont été relevés dans les organisations contributives (8 502 couronnes slovaques) et les sociétés par actions (8 500 couronnes slovaques). Les salaires dans les autres formes d'entreprises sont à la traîne par rapport aux salaires moyens en vigueur dans le secteur agricole. Les différences de salaires sont surtout relevées parmi les entreprises dotées de nouvelles formes juridiques, où règnent des écarts de l'ordre de 5 400 à 6 400 couronnes slovaques entre les revenus de la direction, du personnel administratif et des travailleurs manuels. Les cadres techniques et le personnel administratif percevaient un salaire moyen de 10 620 couronnes slovaques. Parmi les salariés manuels, la catégorie la mieux rémunérée était celle des conducteurs et mécaniciens de tracteurs, qui percevaient un salaire de 8 527 couronnes slovaques, soit déjà la moitié en plus que les autres travailleurs manuels des usines de production. Dans le secteur de la production animale, ce sont les vachers qui percevaient le salaire le plus élevé (8 103 couronnes slovaques).

Au niveau de la structure territoriale et administrative, les plus gros revenus déclarés, à savoir 9 713 couronnes slovaques, sont ceux des salariés des exploitations agricoles de la région de Bratislava, la plus importante du point de vue économique. Ces revenus dépassent de 25% ceux de la région de Prešov, qui enregistre les salaires les plus faibles de l'ensemble des régions (la structure territoriale de la Slovaquie consiste en 8 régions, 78 districts et 2 883 municipalités).

5. Productivité de la main-d'œuvre

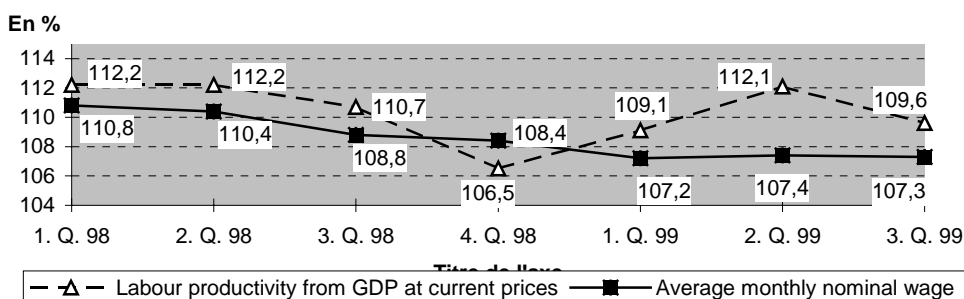
Un des aspects vitaux de toute économie est sa productivité. Elle explique l'influence de nombreux facteurs, notamment les nouvelles technologies, les investissements en capitaux, l'utilisation de l'énergie et des capacités, ainsi que les compétences et les efforts de la main-d'œuvre. En Slovaquie, l'évolution des salaires a été déterminée par un processus de négociations collectives avec une intervention de l'État au cours de la dernière période. Tant en 1994 que pendant le quatrième trimestre de 1997, le gouvernement slovaque a fait entrer en vigueur sa réglementation concernant les relations entre les indicateurs qualitatifs et la croissance des salaires: les "lignes directrices en matière de salaires". Celles-ci constituaient une réponse à l'évolution négative de l'inflation des salaires ainsi qu'à la disproportion de l'évolution de la productivité de la main-d'œuvre et des salaires moyens aux niveaux macroéconomique et microéconomique.

Au cours des deux dernières années, hormis le quatrième trimestre de 1998, la priorité de la croissance de la **productivité de la main-d'œuvre d'après le PIB** sur la croissance des salaires moyens des salariés a été maintenue. Comme l'indique le graphique ci-dessous, certains problèmes ont surgi au quatrième trimestre de 1998, lorsque la croissance de la productivité de la main-d'œuvre d'après le PIB n'a plus suivi la croissance des salaires.

Graphique 3

Tendance de la productivité du travail d'après le PIB¹) et du salaire mensuel moyen des salariés en Slovaquie

Indices (période équivalente de l'année précédente = 100)



1^o trim. 98 2^o trim. 98 ...
 Productivité de la main-d'œuvre d'après le PIB en prix courants Salaire mensuel nominal moyen

La productivité de la main-d'œuvre d'après le PIB se calcule en divisant le PIB en prix courants par le nombre moyen établi de salariés (1,9 million de personnes). Les salaires et revenus des chefs d'entreprise ne sont pas compris dans les données relatives aux salaires.

Dans les secteurs de production et de services de l'économie slovaque, on a observé des variations dans le niveau et l'évolution des salaires ainsi que dans les relations entre ceux-ci et la productivité de la main-d'œuvre. Dans le secteur de **l'agriculture et de l'exploitation forestière**, la productivité de la main-d'œuvre calculée sur la base de la production agricole brute par salarié a atteint 290 600 couronnes slovaques en 1998, soit une croissance de 3% par rapport à 1989. Au cours de cette période, la productivité annuelle calculée sur la base de la production agricole brute a été marquée par l'instabilité en raison de la variabilité du nombre de salariés agricoles fixes et du déclin de la production agricole, qui est passée de 85,732 en 1989 à 52,720 milliards de couronnes slovaques en 1998.

Tableau 5 : Évolution de la production agricole brute, du nombre de salariés fixes et de la productivité de la main-d'œuvre calculée sur la base de la production agricole brute

Indices	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Indice de la production agricole brute	92,2	91,0	78,3	91,9	104,8	102,3	102,0	99,0	94,1
Indice du nombre de salariés fixes	96,9	80,1	108,7	77,6	107,7	92,0	100,4	102,2	89,7
Indice de la productivité de la main-d'œuvre	95,2	113,6	72,0	118,5	97,3	111,2	101,6	96,9	104,9

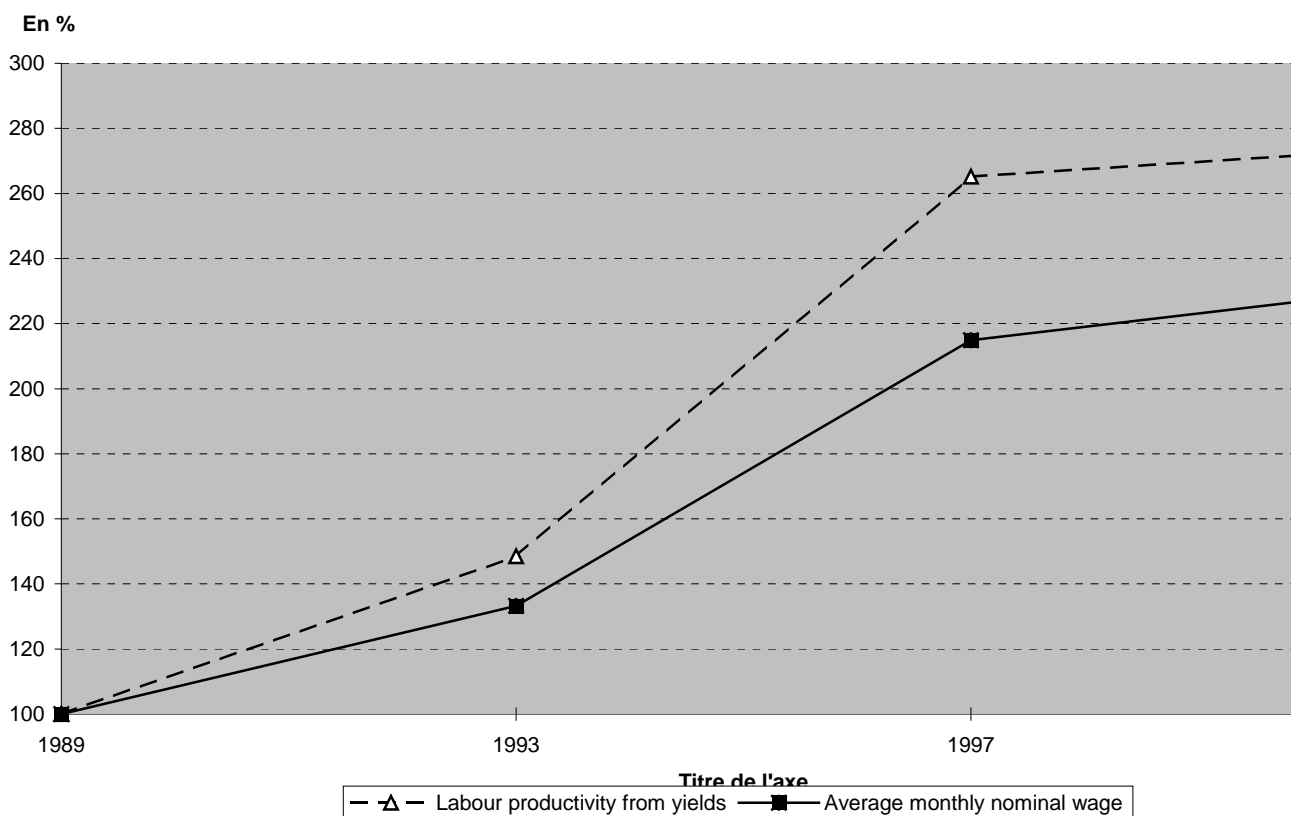
Dans le secteur agricole, un aspect à part de l'évolution des salaires et de la productivité de la main-d'œuvre est le rapport existant entre l'évolution des salaires et la productivité calculée sur la base d'indicateurs quantitatifs, à savoir les revenus⁶ et la valeur ajoutée. Ces données ne peuvent faire l'objet d'évaluations statistiques que dans le cas d'entreprises comptant au moins 20 salariés. Dans cette catégorie, le salaire mensuel moyen des salariés a augmenté de 131,3% entre 1989 et 1998, tandis que la productivité de la main-d'œuvre

⁶ On entend par revenus les services déclarés dans les unités financières. Il s'agit notamment des revenus de ventes, des revenus d'opérations financières et des versements d'indemnités par des compagnies d'assurances.

d'après les revenus a augmenté de 174,2%. Les chiffres mentionnés ci-dessus apparaissent dans le graphique suivant.

Graphique 4

Évolution de la productivité du travail calculée sur la base des rendements, et évolution du salaire mensuel nominal moyen des salariés du secteur agricole slovaque
Indices (année 1989 = 100)



Productivité de la main-d'œuvre d'après les rendements
Salaire mensuel nominal moyen

Dans le cadre de l'évaluation de la productivité de la main-d'œuvre de la production agricole calculée sur la base de la valeur ajoutée et des rendements par rapport aux salaires mensuels moyens des salariés, l'indice annuel pour 1998 (par comparaison avec 1997) pour les entreprises slovaques qui ont réalisé des pertes ou profits est renseigné au tableau 6.

Tableau 6 : Chiffres indices de la productivité de la main-d'œuvre par salarié, et salaires mensuels moyens

Indicateur	Indice de la productivité de la main-d'œuvre par salarié		Indice des salaires mensuels moyens
	d'après la valeur ajoutée	d'après les revenus	
Pour toute la Slovaquie, total des	105,8	110,4	109,0
- entreprises ayant réalisé des profits	101,8	110,5	107,2

- entreprises ayant réalisé des pertes	132,5	115,4	113,2
--	-------	-------	-------

Pour la période étudiée, la comparaison entre, d'une part, la productivité de la main-d'œuvre calculée sur la base de la valeur ajoutée et des revenus et, d'autre part, les salaires, révèle un rapport favorable dans l'ensemble. Paradoxalement, les rapports défavorables se situent au niveau de la valeur ajoutée et des salaires des salariés des entreprises ayant réalisé des profits.

6. Sources d'information

Conformément à la Loi sur les statistiques de l'État, les analyses statistiques du secteur agricole slovaque se basent en général sur deux sources: (a) Les données recueillies auprès du ministère de l'Agriculture de la République slovaque, utilisées pour l'analyse de domaines et d'activités spécialisés. Ces données concernent par exemple le rapport sur l'économie des entreprises agricoles, qui contient des indicateurs financiers, des données sur les coûts, les profits, la production, les investissements, les salariés, les salaires, etc. Il s'agit d'une enquête exhaustive réalisée tous les six mois. (b) Les données recueillies auprès de l'Office statistique de la République slovaque, utilisées pour l'analyse des salaires, de l'emploi et de la productivité de la main-d'œuvre. La plupart de ces données font l'objet d'une publication trimestrielle ou annuelle. Les entreprises agricoles sont les entités qui déclarent les informations à la base. Des estimations sont effectuées pour les personnes physiques travaillant pour leur propre compte dans le secteur de l'agriculture, c'est-à-dire les agriculteurs. Un recensement des exploitations agricoles a été mené en Slovaquie en 1995.

7. Diffusion de l'information

Chaque année, le "Rapport sur l'agriculture et l'industrie alimentaire de la République slovaque" est livré par le ministère de l'Agriculture de la République slovaque au gouvernement puis au parlement. Couvrant tous les aspects liés à l'agriculture slovaque, ce rapport est utilisé par le gouvernement ou le parlement pour toutes leurs décisions ayant trait à l'agriculture et aux autres activités connexes. L'institut spécialisé du ministère – l'Institut de recherche économique appliquée à l'agriculture et à l'industrie alimentaire – participe de façon intensive aux recherches statistiques, notamment l'analyse de la productivité de la main-d'œuvre. L'Office statistique de la République slovaque livre au gouvernement les "Informations statistiques sur les tendances de base", un travail trimestriel qui traite également d'agriculture. Dans sa série "Agriculture et pêche", l'Office présente chaque année dix publications indépendantes qui offrent une analyse d'activités précises, par exemple une sélection d'indicateurs ayant trait à la structure de l'agriculture, aux salariés du secteur, etc.

Résumé

En conclusion, nous pouvons dire à propos du développement de l'économie slovaque de ces dix dernières années que le déclin de l'emploi a surtout frappé l'agriculture et que le niveau des salaires a été le plus bas dans ce secteur. L'examen de divers points de vue et données permet de constater des variations dans la productivité de la main-d'œuvre. Par exemple, en évaluant la productivité de la main-d'œuvre sur la base des revenus, on note la priorité accordée à la croissance de la productivité de la main-d'œuvre par rapport à la croissance des salaires moyens. Le gouvernement slovaque s'attelle à la question agricole chaque année en examinant le "Rapport vert". Il se trouve à l'heure actuelle dans un processus d'adoption de mesures destinées à améliorer la situation du secteur agricole.